

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 116
N° 2

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 15
no Tenuare 1967**ABONNEMENTS**Un an Six mois 3 mois
(Francs Pacifique)

Polynésie française.	450 fr.	240 fr.	130 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	470 fr.	250 fr.	135 fr.
Etranger.....	600 fr.	350 fr.	200 fr.

PRIX DU NUMERO :

Polynésie, France et T.O.M. : 25 fr. — Etranger : 35 fr.
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.
Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard
6 jours ouvrables avant la parution du journal.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et an-
nonces diverses : la ligne..... 30 fr.
Les mêmes renouvelées : la ligne..... 15 fr.
Publications de sociétés philanthropiques,
littéraires, scientifiques, sportives, etc.. 15 fr.
C.C.P. Papeete N° 1139 — B.P. N° 117

SOMMAIRE**PARTIE OFFICIELLE****Actes du Pouvoir Central**

Pages

1966 1 ^{er} déc.	Décret approuvant la délibération n° 66-74 du 20 juin 1966 de l'assemblée territoriale de Polynésie française instituant un régime fiscal de longue durée en faveur de certaines catégories d'entreprises. (Arrêté de promulgation n° 4327 AA du 28 décembre 1966)	6
14 déc.	Décret n° 66-926 concernant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité des premier et deuxième contingents 1967. (Arrêté de promulgation n° 4433 AA du 30 décembre 1966)	7
29 déc.	Loi n° 66-1022 modifiant et complétant le code électoral. (Arrêté de promulgation n° 22 AA du 6 janvier 1967)	9
29 déc.	Loi n° 66-1023 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 22 AA du 6 janvier 1967)	9

Textes officiels publiés à titre d'information

1966 15 avril	Décret portant acquisition de la nationalité française. (Extraits)	10
9 déc.	Décret portant acquisition de la nationalité française. (Extraits)	10

Actes du Gouvernement Local

1966 21 déc.	Décision n° 4217 E accordant une subvention aux écoles ayant fait fonctionner une cantine pendant le deuxième semestre de l'année 1966	10
21 déc.	Arrêté n° 4226 FT rendant exécutoire la délibération n° 7/66 du 21 octobre 1966 du conseil d'administration du port autonome de Papeete adoptant le budget de cet organisme pour l'exercice 1967	11
21 déc.	Arrêté n° 4227 SG portant approbation des statuts de la société mutuelle de développement rural de Puen (Tahiti)	11
21 déc.	Arrêté n° 4228 AA autorisant l'ouverture d'un établissement classé	14
21 déc.	Arrêté n° 4229 AA autorisant l'ouverture d'un établissement classé	14
21 déc.	Arrêté n° 4230 AA autorisant l'ouverture d'un établissement classé	15
21 déc.	Arrêté n° 4269 AA rendant exécutoire la délibération n° 66-74 du 20 juin 1966 instituant un régime fiscal de longue durée à certaines catégories d'entreprises agréées	15
21 déc.	Arrêté n° 4270 AA/DOM rendant exécutoire la délibération n° 66-113 du 21 novembre 1966 accordant des concessions définitives de divers emplacements du domaine public maritime à Raiatea	17
21 déc.	Arrêté n° 4271 AA/DOM rendant exécutoire la délibération n° 66-114 du 21 novembre 1966 modifiant l'article 2 de la délibération n° 66-33 du 22 mars 1966	17
22 déc.	Décision n° 4278 FT accordant une subvention	18

23 déc.	Arrêté n° 4285 AA/CD rendant exécutoire la délibération n° 66-118 du 29 novembre 1966 portant augmentation du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés	18
23 déc.	Décision n° 4296 FI accordant une subvention	19
28 déc.	Arrêté n° 4337 TP relatif à la fixation et à la répartition des frais pour le contrôle des hydrocarbures à Tahiti	19
28 déc.	Arrêté n° 4338 AE fixant le tarif des transports par taxis	20
28 déc.	Arrêté n° 4339 AA modifiant l'article 3 de l'arrêté n° 4079 AA du 8 décembre 1966 habilitant certains agents ou fonctionnaires du service de santé à constater les infractions à la réglementation de l'hygiène publique en Polynésie française et à procéder à l'encaissement des amendes forfaitaires	20
28 déc.	Arrêté n° 4341 AA rendant exécutoire la délibération n° 66-124 du 2 décembre 1966 donnant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente	21
29 déc.	Arrêté n° 4363 AA/D rendant exécutoire la délibération n° 66-123 du 2 décembre 1966 portant exonération des droits d'entrée sur les emballages en matière plastique des produits laitiers	21
29 déc.	Décision n° 4365 PLAN allouant une subvention à l'association scolaire protestante, internat de jeunes filles de Taravao	22
30 déc.	Arrêté n° 4434 AA/F rendant exécutoire la délibération n° 66-122 du 2 décembre 1966, portant modification du budget extraordinaire, exercice 1966	23
1967 4 janv.	Arrêté n° 5 AA rectifiant l'article 2 de l'arrêté n° 2723 AA du 18 août 1966 autorisant l'ouverture de certains établissements classés	23
	Extraits	24

Port autonome de Papeete

1966 21 oct.	Délibération n° 8/66 portant majoration des tarifs d'utilisation de la cale de halage	27
21 oct.	Délibération n° 9/66 modifiant les tarifs de certaines taxes à caractère commercial perçues au profit du port autonome de Papeete	27

Avis officiels

Extraits des minutes du greffe des tribunaux de Papeete.— Liste annuelle des assesseurs près la cour criminelle de la Polynésie française (année 1967)	28
Elections à la chambre de commerce et d'industrie de la Polynésie française (scrutin du 22 mai 1966)	28
Enquêtes de commodo et incommodo :	
M. Victor Sin	29
M. Topia Yu Sek Chon	29
M. Tsu Tching Pi Yen n° 7315	29

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires	30
Annonces diverses	31

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 4327 AA du 28 décembre 1966 promulguant un acte du pouvoir central.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 66-74 du 20 juin 1966 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, instituant un régime fiscal de longue durée en faveur de certaines catégories d'entreprises agréées ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- le décret du 1^{er} décembre 1966 approuvant la délibération n° 66-74 du 20 juin 1966 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, instituant un régime fiscal de longue durée en faveur de certaines catégories d'entreprises agréées, (publié au J.O.R.F. n° 280 des 5 et 6 décembre 1966 - page 10643).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1966.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

DÉCRET du 1^{er} décembre 1966 approuvant la délibération n° 66-74 du 20 juin 1966 de l'assemblée territoriale de Polynésie française instituant un régime fiscal de longue durée en faveur de certaines catégories d'entreprises.

Par décret en date du 1^{er} décembre 1966, est approuvée la délibération n° 66-74 du 20 juin 1966 de l'assemblée territoriale de Polynésie française instituant un régime fiscal de longue durée en faveur de certaines catégories d'entreprises.

ARRÊTÉ n° 4433 AA du 30 décembre 1966 promulguant un acte du pouvoir central.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- le décret n° 66-926 du 14 décembre 1966 concernant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité des premier et deuxième contingents 1967, (publié au J.O.R.F. n° 289 du 16 décembre 1966 - page 10997).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 30 décembre 1966.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DECRET n° 66-926 du 14 décembre 1966 concernant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité des premier et deuxième contingents 1967.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, du ministre des affaires étrangères, du ministre des armées, du ministre de l'économie et des finances et du secrétaire d'Etat au budget ;

Vu la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée ;

Vu la loi du 13 décembre 1932 relative au recrutement de l'armée de mer ;

Vu la loi du 11 avril 1935 relative au recrutement de l'armée de l'air ;

Vu la loi n° 63-1255 du 21 décembre 1963 relative à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement ;

Vu la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national ;

Vu l'ordonnance n° 58-594 du 12 juillet 1958 relative aux sursis d'incorporation ;

Vu l'ordonnance n° 62-908 du 4 août 1962 relative aux obligations militaires des jeunes gens de statut civil de droit commun originaires d'Algérie ;

Vu le décret du 5 juin 1931 relatif aux règles d'affectation des contingents ;

Vu le décret n° 66-330 du 26 mai 1966 relatif aux modalités de recensement de la classe en vue de l'accomplissement du service national ;

Vu le décret n° 66-331 du 26 mai 1966 relatif aux modalités de sélection et de revision des jeunes gens de la classe

en formation en vue de l'accomplissement du service national ;

Vu le décret n° 66-332 du 26 mai 1966 relatif aux jeunes français résidant à l'étranger ;

Vu le décret n° 66-333 du 26 mai 1966 relatif aux soutiens de famille ;

Vu le décret n° 65-1079 du 9 décembre 1965 modifié concernant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité des premier et deuxième contingents 1966,

Décète :

TITRE I^{er}

De la formation des contingents.

Article 1^{er}.— Les premier et deuxième contingents 1967 comprendront :

1^o Les jeunes gens nés entre le 9 août 1947 et le 31 août 1948, ces dates incluses, recensés en métropole et reconnus aptes au service national par les conseils de revision de leur classe d'âge ;

2^o Les jeunes gens nés antérieurement au 1^{er} janvier 1948 reconnus aptes au service national par le conseil de revision de la classe 1968 ;

3^o Les jeunes gens des classes antérieures qui auront renoncé quarante-cinq jours avant la date prévue pour leur appel au bénéfice d'une dispense accordée en application des articles 17, 18 et 20 de la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965.

Par ailleurs, entreront dans la composition de ces contingents les sursitaires qui renonceront à leur sursis avant le 16 septembre 1967 ou dont le sursis arrivera à expiration ou n'aura pas été reconduit avant le 1^{er} novembre 1967.

La répartition des intéressés par contingent et fraction d'appel sera effectuée par voie d'arrêté.

Art. 2.— Dans la limite des effectifs arrêtés, en application de l'article 13 de la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965, pour les différentes formes du service national, les jeunes gens qui en font la demande peuvent, s'ils présentent la qualification professionnelle et le cas échéant les conditions spéciales d'aptitude physique, être affectés au service de l'aide technique ou au service de la coopération.

Art. 3.— L'appel des jeunes gens qui feront partie du premier contingent aura lieu soit au titre du service militaire (dans les armées de terre, de mer et de l'air), soit au titre du service de l'aide technique, soit au titre du service de la coopération, en trois fractions à partir des 1^{er} janvier, 1^{er} mars et 1^{er} mai 1967.

L'appel des jeunes gens qui feront partie du deuxième contingent aura lieu, aux mêmes titres, en trois fractions à partir des 1^{er} juillet, 1^{er} septembre, 1^{er} novembre 1967.

Art. 4.— Les jeunes gens qui, par application de certaines dispositions de la loi n° 63-1255 du 21 décembre 1963, auront été admis à servir dans une formation civile seront appelés les 1^{er} mars et 1^{er} novembre 1967.

Art. 5.— Tout sursitaire renonçant à son sursis sera appelé au service militaire avec l'une des fractions du contingent définies à l'article 3 du présent décret, à moins qu'il ne soit retenu au titre du service de l'aide technique ou du service de la coopération. La fraction de contingent avec laquelle il sera appelé sera déterminée de manière à ménager un intervalle de quarante-cinq jours au moins entre la date d'appel fixée audit article et la renonciation au sursis par l'intéressé.

Les demandes de résiliation conditionnelle présentées par les jeunes gens sursitaires pour servir au titre de l'aide technique ou de la coopération ne seront prises en considération qu'en cas d'affectation des intéressés à l'une de ces deux formes de service.

Art. 6.— La durée du service actif sera décomptée pour chacune des fractions d'appel définies à l'article 3 ci-dessus à partir des dates de début de l'appel de chaque fraction.

Art. 7.— Les élèves diplômés des écoles énumérées à l'article 31 de la loi du 31 mars 1928, de l'école supérieure des télécommunications, de l'école supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy, de l'école nationale supérieure du génie rural, de l'école nationale supérieure du génie maritime et de l'école nationale des haras du Pin, reconnus aptes à être nommés au grade de sous-lieutenant de réserve dès l'incorporation et dont le sursis arrivera à expiration avant le 1er novembre 1967, ou n'aura pas été renouvelé pour l'année scolaire 1967-1968, seront appelés sous les drapeaux à partir :

Du 1er octobre 1967 dans l'armée de l'air et la marine ;

Du 1er novembre 1967 dans l'armée de terre.

La durée du service actif des intéressés comptera des mêmes dates.

Les officiers élèves de la marine marchande susceptibles d'être admis aux cours d'élèves officiers de réserve de l'armée de mer pourront, sur leur demande, être placés en report d'incorporation dans des conditions qui seront précisées par le ministre des armées.

Art. 8.— Sauf demande expresse contraire de leur part, adressée au directeur régional du recrutement dont ils relèvent, les jeunes gens se trouvant en fin de scolarité de préparation militaire supérieure en 1967 et susceptibles d'être appelés avec le premier ou le deuxième contingent 1967 seront incorporés à partir du 1er novembre 1967, à l'exception de ceux qui atteindraient l'âge de vingt-sept ans avant cette date.

Ceux qui, sur leur demande, seraient incorporés avant cette date bénéficieraient, à compter du 1er novembre 1967, des avantages attachés à la préparation militaire auxquels ils auraient éventuellement droit.

Art. 9.— Les chefs de famille, soutiens de famille et orphelins, non dispensés de service, qui, conformément à l'article 1er de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950, peuvent prétendre à être affectés dans des unités proches de leur domicile, devront déposer leurs demandes, accompagnées des pièces justificatives, au plus tard un mois avant la date de leur incorporation.

Les affectations données dans ces conditions ne pourront être faites que dans le cadre de l'armée, de l'arme, de la subdivision d'arme ou de service dans laquelle les intéressés auront été classés (et éventuellement incorporés) en fonction de leurs aptitudes physiques, intellectuelles ou professionnelles, et des nécessités du service. En particulier, l'affectation des jeunes gens titulaires du brevet de préparation militaire supérieure (listes 1 et 2) sera fonction du rang de classement obtenu par les intéressés aux examens de la préparation militaire supérieure ; celle des jeunes gens incorporés directement dans un peloton d'officiers élèves sera fonction de l'arme ou du service dans lequel ils auront été classés au cours de leur instruction militaire. L'affectation des officiers de réserve sera conditionnée uniquement par le classement de sortie de ces pelotons.

TITRE II

Des dispenses au titre « soutien de famille ».

Art. 10.— En application de l'article 18 de la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965, sont dispensés des obligations d'activité du service national les jeunes gens de la classe 1968 dont la qualité de soutien de famille a été reconnue par le conseil de revision et qui appartiennent aux catégories I a et I b définies par le décret n° 66-333 du 26 mai 1966.

Art. 11.— Le Premier ministre, le ministre d'Etat chargé

des départements et territoires d'outre-mer, le ministre des affaires étrangères, le ministre des armées, le ministre de l'économie et des finances et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 décembre 1966.

C. de GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Georges POMPIDOU.

Le ministre des armées,
Pierre MESSMER.

Le ministre d'Etat
chargé des départements et territoires d'outre-mer,
Pierre BILLOTTE.

Le ministre des affaires étrangères,
Maurice COUVE DE MURVILLE.

Le ministre de l'économie et des finances,
Michel DEBRE.

Le secrétaire d'Etat au budget,
Robert BOULIN.

ARRÊTÉ n° 22 AA du 6 janvier 1967 promulguant deux actes du pouvoir central.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire.

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont promulguées, dans le territoire, pour y être exécutées selon leurs forme et teneur :

- la loi n° 66-1022 du 29 décembre 1966 modifiant et complétant le code électoral ;

- la loi n° 66-1023 du 29 décembre 1966 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer ; (publiées au J.O.R.F. n° 300 du 30 décembre 1966 - page 11684).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 6 janvier 1967.

Le gouverneur,
Par délégation :
Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

LOI n° 66-1022 du 29 décembre 1966 *modifiant et complétant le code électoral.*

L'Assemblée nationale et le Sénat ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er.— Le paragraphe 2° de l'article L. 11 du code électoral est complété par le nouvel alinéa suivant :

« Tout électeur ou toute électrice peut, à sa demande, être inscrit sur la même liste que son conjoint. »

Art. 2.— Le chapitre V « Propagande » du titre 1er du livre 1er du code électoral est complété par un article L. 52-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 52-1.— Pendant la durée de la campagne électorale, est également interdite l'utilisation, à des fins de propagande électorale, de tout procédé de publicité commerciale par la voie de la presse. »

Art. 3.— Il est inséré, dans le chapitre VII « Dispositions pénales » du titre 1er du livre 1er du code électoral, un article L. 90-1 ainsi rédigé :

Art. L. 90-1.— Toute infraction aux dispositions de l'article L. 52-1 sera punie d'une amende de 10.000 à 500.000 F ».

Art. 4.— Le troisième alinéa de l'article L. 162 du code électoral est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Sous réserve des dispositions de l'article L. 163, nul ne peut être candidat au deuxième tour s'il ne s'est présenté au premier tour et s'il n'a obtenu un nombre de suffrages au moins égal à 10 p. 100 du nombre des électeurs inscrits. »

« Dans le cas où un seul candidat remplit ces conditions, le candidat ayant obtenu après celui-ci le plus grand nombre de suffrages au premier tour peut se maintenir au second. »

« Dans le cas où aucun candidat ne remplit ces conditions, les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages au premier tour peuvent se maintenir au second. »

Art. 5.— Le chapitre VI « Propagande » du titre II du livre 1er du code électoral est complété par un article L. 167-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 167-1.— I.— Les partis et groupements peuvent utiliser les antennes de l'Office de radiodiffusion-télévision française pour leur campagne en vue des élections législatives. Chaque émission est diffusée simultanément à la télévision et à la radiodiffusion. »

« II.— Pour le premier tour de scrutin, une durée d'émission de trois heures est mise à la disposition des partis et groupements représentés par des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale. »

« Cette durée est divisée en deux séries égales, l'une étant affectée aux groupes qui appartiennent à la majorité, l'autre à ceux qui ne lui appartiennent pas. »

« Le temps attribué à chaque groupement ou parti dans le cadre de chacune de ces séries d'émissions est déterminé par accord entre les présidents des groupes intéressés. A défaut d'accord amiable, la répartition est fixée par les membres composant le bureau de l'Assemblée nationale sortante, en tenant compte notamment de l'importance respective de ces groupes ; pour cette délibération, le bureau est complété par les présidents de groupe. »

« Les émissions précédant le deuxième tour de scrutin ont une durée d'une heure trente : elles sont réparties entre les mêmes partis et groupements et selon les mêmes proportions. »

« III.— Tout parti ou groupement présentant au premier tour de scrutin soixante-quinze candidats au moins a accès aux antennes de l'Office de radiodiffusion-télévision française pour une durée de sept minutes au premier tour et de cinq minutes au second, dès lors qu'aucun de ses candidats n'appartient à l'un des groupements ou partis bénéficiant d'émissions au titre du paragraphe II. »

« L'habilitation est donnée à ces partis ou groupements dans des conditions qui seront fixées par décret. »

« IV.— Le conseil d'administration de l'Office de radiodiffusion-télévision française fixe les horaires des émissions ainsi que les modalités de leur réalisation. »

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Colombey-les-Deux-Eglises, le 29 décembre 1966.

C. de GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

Georges POMPIDOU.

Le ministre d'Etat

chargé des départements et territoires d'outre-mer,

Pierre BILLOTTE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Jean FOYER.

Le ministre de l'intérieur,

Roger FREY.

LOI n° 66-1023 du 29 décembre 1966 *relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer.*

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er.— Les députés représentant les territoires d'outre-mer à l'Assemblée nationale sont élus au scrutin uninominal majoritaire à deux tours dans les conditions prévues à l'article L. 126 du code électoral.

Toutefois, dans le territoire des Comores, l'élection a lieu au scrutin de liste majoritaire à un tour avec liste complète sans panachage, ni vote préférentiel.

Art. 2.— Le second tour de scrutin a lieu le dimanche suivant le premier tour, dans les conditions prévues à l'article L. 162 modifié du code électoral.

Toutefois, en Polynésie française, le second tour a lieu le deuxième dimanche et les déclarations de candidatures doivent être déposées avant le mercredi minuit qui suit le premier tour.

Art. 3.— Les dispositions de l'article L. 167-1 nouveau du code électoral telles qu'elles résultent de la loi n° 66-1022 du 29 décembre 1966 sont applicables dans les territoires d'outre-mer ; le conseil d'administration de l'O. R. T. F. prend les mesures qui sont rendues nécessaires par les délais d'acheminement.

Art. 4.— Les dispositions des articles 1er et 5 de l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des

députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer sont abrogées.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Colombey-les-Deux-Eglises, le 29 décembre 1966.

C. de GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

Georges POMPIDOU.

Le ministre d'Etat

chargé des départements et territoires d'outre-mer,

Pierre BILLOTTE.

Le ministre de l'intérieur,

Roger FREY.

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

DÉCRET du 15 avril 1966 portant acquisition de la nationalité française. (J.O.R.F. du 24 avril 1966).

Article 1^{er}

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Guha (Werner), Karlsbad (Tchécoslovaquie), 22-04-30 NAT

Lainesse (Marie) Victoriaville (Canada), 29-12-19, NAT

Teinaki (Josepha), Omoka Penrhyn (Iles Cook), 17-11-44, NAT

Article 2

Sont autorisés à s'appeler légalement à l'avenir :

Tapu (Joseph) — Teinaki (Josepha)

DÉCRET du 9 décembre 1966 portant acquisition de la nationalité française. (J.O.R.F. du 18 décembre 1966)

Article 1^{er}

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Goltz (Edouard) Papeete (Polynésie française), 25-10-05, NAT

Li (William), Makatea (Polynésie française), 02-02-42, NAT
Li, née Chong Chong Ming (Colette), Uturoa (Polynésie française), 02-03-44, NAT

Li (Adeline), Papeete (Polynésie française), 21-11-65, EFF

Lorrain (Marie), Montréal (Canada), 28-02-31, NAT

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

DECISION n° 4217 E du 21 décembre 1966 accordant une subvention aux écoles ayant fait fonctionner une cantine pendant le deuxième semestre de l'année 1966.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 143 IP du 29 janvier 1951 portant organisation des coopératives scolaires dans les E.F.O. ;

Vu les rapports des directeurs des écoles possédant une cantine scolaire ;

Sur proposition de l'inspecteur d'académie, chef du service de l'enseignement et avis conforme du chef du service des finances territoriales,

Décide :

Article 1^{er}.— Une subvention est accordée, pour le fonctionnement de leur cantine scolaire, à chacune des coopératives des écoles dont les noms suivent :

Tahiti

Faaau	112.000 F
Punaauia	97.000 F
Paea	118.000 F
Papara	143.000 F
Mataiea	69.000 F
Papeari	86.000 F
Taravao	58.000 F
Toahotu	52.000 F
Vairao	57.000 F
Teahupoo	46.000 F
Puen	40.000 F
Tautira	59.000 F
Faaone	28.000 F
Hitiaa	26.000 F
Papenoo	39.000 F
Mahina	86.000 F
Pirae	137.000 F
Tiarei Huuau	33.000 F

Moorea

Teavaro	36.000 F
Papetoai	43.000 F
Haapiti	44.000 F
Maatea	35.000 F
Paopao	56.000 F

Raiatea

Avera	69.000 F
Opoa	60.000 F
Fetuna	37.000 F
Vaiaau	43.000 F

<i>Tahaa</i>	
Patio	47.000 F
Tiva	37.000 F
Poutoru	42.000 F
Haamene	33.000 F
Faaaha	55.000 F
<i>Huahine</i>	
Maeva	43.000 F
Tefareriti	21.000 F
Fitii	45.000 F
<i>Bora-Bora</i>	
Anau	39.000 F
Vaitape	67.000 F
<i>Gambier</i>	
Rikitea	19.000 F
<i>Australes</i>	
Amaru	27.000 F
<i>Tuamotu</i>	
Tatakoto	17.000 F
Nukutavake	17.000 F
<i>Marquises</i>	
Taipivai	21.000 F
Hane	14.000 F
Atuona	29.000 F
Total	2.282.000 F.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local, exercice 1966 — chapitre 26 — article 4 — rubrique L.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 21 décembre 1966.

Pour le gouverneur et par délégation,

L'inspecteur d'académie :

Chef du service de l'enseignement,

P. KRAULT.

ARRÊTÉ n° 4226 FT du 21 décembre 1966 rendant exécutoire la délibération n° 7-66 du 21 octobre 1966 du conseil d'administration du port autonome de Papeete adoptant le budget de cet organisme pour l'exercice 1967.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu l'arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 de l'assemblée territoriale, portant création et organisation du port autonome de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 427 FT du 21 février 1962 relatif à la gestion financière et comptable du port autonome de Papeete ;

Vu la délibération n° 7-66 du 21 octobre 1966 du conseil d'administration du port autonome de Papeete adoptant le budget de cet organisme pour l'exercice 1967 ;

Le conseil de gouvernement entendu dans sa séance du 21 décembre 1966,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération n° 7-66 du 21 octobre 1966 du conseil d'administration du port autonome de Papeete adoptant le budget de cet organisme pour l'exercice 1967.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 décembre 1966.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DÉLIBÉRATION n° 7-66 du 21 octobre 1966 adoptant le budget du port autonome de Papeete pour l'exercice 1967.

Le conseil d'administration du port autonome de Papeete,

Vu l'arrêté 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création et organisation du port autonome de Papeete ;

Vu l'arrêté 427 FT du 21 février 1962, relatif à la gestion financière et comptable de cet établissement public territorial ;

Dans sa séance du 21 octobre 1966,

ADOpte :

Article 1^{er}.— Conformément aux tableaux ci-annexés, le budget de l'exercice 1967 du port autonome de Papeete est arrêté comme suit :

1 - En recettes

- a) Recettes ordinaires : 25.130.000 »
- b) Recettes extraordinaires : 21.000.000 »

2 - En dépenses

- a) Dépenses d'exploitation et d'entretien : 25.130.000 »
- b) Dépenses d'équipement et de renouvellement : 21.000.000 »

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Papeete, le 21 octobre 1966.

Le président,

Robert HERVE.

ARRÊTE n° 4227 SG du 21 décembre 1966 portant approbation des statuts de la société mutuelle de développement rural de Paea (Tahiti).

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 283 IAA du 26 janvier 1966, portant création dans le district de Paeu (Tahiti) d'une société mutuelle de développement rural, notamment en son article 15 ;

Vu la délibération de l'assemblée générale des sociétaires réunie à Paeu le 1er juin 1966 ;

Vu l'avis de la commission de surveillance en date du 21 novembre 1966 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 21 décembre 1966,

Arrête :

Article 1er.— Sont approuvés les statuts de la société mutuelle de développement rural figurant en annexe du présent arrêté.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 21 décembre 1966,

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

SOCIÉTÉ MUTUELLE DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE PUEU

STATUTS

TITRE I

De l'organisation générale.

Article 1er.— La société mutuelle de développement rural de Paeu, (Tahiti) créée par arrêté n° 283 IAA du 26 janvier 1966, est une société dotée de la personnalité civile. Elle a pour objet l'étude et la mise en œuvre de toutes actions tendant au développement agricole, commercial, touristique, artisanal et culturel du district.

Son organisation générale est définie par l'arrêté précité du 26 janvier 1966 ainsi que par les présents statuts.

Ses limites territoriales sont celles du district de Paeu. Son siège social est fixé à Paeu.

Art. 2.— Est admise à faire partie de la société toute personne de nationalité française inscrite sur la liste électorale du district, ayant souscrit l'engagement de se conformer à la réglementation en vigueur sur les sociétés mutuelles de développement rural ainsi qu'aux dispositions des présents statuts.

Toute inscription est constatée et enregistrée par le conseil d'administration de la société, lequel fait tenir constamment à jour la liste des membres de la société.

Tout membre de la société peut demander à tout moment sa radiation par lettre recommandée adressée au président du conseil d'administration lequel en accuse réception dans les mêmes formes.

La radiation d'office d'un membre de la société est prononcée par le conseil d'administration qui avise, par lettre recommandée, la personne intéressée lorsque cette dernière :

— cesse d'être inscrite sur la liste électorale du district pour quelque raison que ce soit,

— n'a pas acquitté en fin d'exercice le montant de la cotisation annuelle délibérée par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration.

La radiation de la liste des membres de la société, qu'elle soit volontaire ou prononcée d'office, ne donne lieu à aucun remboursement, par celle-ci, des cotisations antérieurement versées par la personne radiée.

TITRE II

De l'assemblée générale.

Art. 3.— L'assemblée générale groupe tous les membres de la société.

Elle est obligatoirement convoquée deux fois par an, en juin et en décembre, en session ordinaire, à la demande du conseil d'administration.

Elle peut être convoquée en session extraordinaire :

— soit à la demande du conseil d'administration ou du directeur,

— soit à la demande du commissaire du gouvernement désigné conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté portant création de la société,

— soit à la demande d'un groupe de sociétaires numériquement supérieur au tiers des membres inscrits. Cette demande signée de tous les sociétaires intéressés, est alors déposée entre les mains du directeur de la société ou du président du conseil d'administration.

La convocation est signifiée aux membres de la société par les soins du directeur de la société, six jours au moins avant la date prévue pour la réunion.

Chaque session peut comporter plusieurs séances. La date de chaque séance autre que la première est fixée au cours de la séance précédente.

Art. 4.— L'assemblée générale élit pour deux ans au scrutin plurinominal majoritaire sept sociétaires, lesquels composeront, avec les trois personnes désignées par le gouverneur, le conseil d'administration.

Le bureau électoral est présidé par le directeur de la société et comprend trois membres élus et un membre désigné du conseil d'administration.

Art. 5.— L'ordre du jour de chaque session est arrêté par le conseil d'administration et signifié aux sociétaires par le directeur de la société en même temps que la convocation. Il inclut nécessairement les propositions du commissaire du gouvernement ainsi que, lorsqu'il s'agit d'une session extraordinaire, celles qui ont été formulées par le groupe de sociétaires qui a demandé la convocation de l'assemblée générale.

L'assemblée générale délibère valablement si le nombre des sociétaires présents ou représentés est au moins égal aux deux tiers des sociétaires.

Un sociétaire empêché peut se faire représenter par un autre sociétaire à qui il remet pour ce faire une procuration dûment signée, précisant la date de la séance. Un sociétaire ne peut détenir plus d'une procuration.

Si ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée générale délibérera valablement si le nombre des sociétaires présents à la séance est au moins égal à la moitié plus un des sociétaires.

Art. 6.— Les séances de l'assemblée générale sont présidées par le président du conseil d'administration ou, à défaut, par le vice-président. Le commissaire du gouvernement y assiste de droit.

Le président de séance peut charger le directeur de la société de l'exposé des questions figurant à l'ordre du jour.

Le directeur établit le procès-verbal de chaque séance. L'ensemble des procès-verbaux d'une session est soumis au visa du commissaire du gouvernement, après approbation du conseil d'administration.

Art. 7.— Lors de la session de juin, l'assemblée générale délibère sur toutes les propositions du conseil d'administration concernant notamment les questions ci-après :

- programmes d'action à long terme de la société,
- actions à entreprendre au cours du prochain exercice financier et prévisions de bilan de ces opérations,
- taux de la cotisation annuelle pour l'exercice financier commençant le 1er juillet de l'année en cours, ainsi que date limite du versement de cette cotisation,
- montant des emprunts devant être sollicités par la société pour l'exécution de certaines de ces actions et modalités de remboursement de ces emprunts,
- conditions dans lesquelles la société demandera à être chargée, pour le compte de personnes morales de droit public, de l'exécution de certaines opérations d'intérêt rural, au cours du prochain exercice financier,
- modalités et taux de location journaliers ou hebdomadaires aux sociétaires, des matériels appartenant à la société,
- modalités de vente aux sociétaires des matériels ou des produits destinés au développement agricole ou artisanal du district acquis par la société.

Les délibérations de l'assemblée générale sur les matières visées au présent article ne sont exécutoires qu'après expiration du délai de 15 jours prévu par l'article 13 de l'arrêté du 26 janvier 1966.

Le secrétaire général du gouvernement peut décider, pendant ce délai, sur la proposition du commissaire du gouvernement auprès de la société, de soumettre certaines de ces délibérations à l'avis de la commission de surveillance de la S.M.D.R. créée par l'arrêté n° 3464 IAA du 20 novembre 1965.

Toute délibération soumise à l'avis de la commission de surveillance n'est exécutoire qu'après décision du secrétaire général du gouvernement prise sur proposition de la commission de surveillance.

Cette décision peut confirmer ou modifier la délibération en cause. Elle doit intervenir dans un délai de trente jours à compter de la date de transmission de la délibération par le conseil d'administration au commissaire du gouvernement. Passé ce délai, la délibération devient exécutoire de plein droit.

Art. 8.— Lors de sa session de décembre, l'assemblée délibère sur le bilan de l'exercice financier précédent, établi, sous la responsabilité du directeur, par le comptable de la société. Elle formule toutes observations utiles sur la gestion de la société au cours de cet exercice.

Les procès-verbaux des séances au cours desquelles a été examiné le bilan de l'exercice précédent sont transmis par le commissaire du gouvernement auprès de la société, au secrétaire de la commission de surveillance.

Au cours de cette session, l'assemblée générale examine toutes questions qui lui sont soumises par le conseil d'administration ou par le directeur de la société. Celui-ci expose notamment la situation des opérations en cours de réalisation et propose, éventuellement, à la délibération de l'assemblée générale, les modalités d'exploitation des installations créées par la société lorsque ces dernières doivent être ouvertes pendant l'exercice en cours.

TITRE III

Du conseil d'administration et du directeur.

Art. 9.— Formé de 7 membres élus conformément aux dispositions de l'article 4 des présents statuts et de 3 membres désignés par le gouverneur, le conseil d'administration de la société exerce, à compter de la date de la signature de l'arrêté

du gouverneur fixant sa composition, les pouvoirs qui lui sont dévolus par l'arrêté n° 283 IAA du 26 janvier 1966.

Le conseil d'administration élit, pour chaque exercice financier, le président et le vice-président de la société. Cette élection intervient avant le débat de la session de juin de l'assemblée générale. Le président et le vice-président sont rééligibles.

Le conseil d'administration peut également élire, pour deux ans, un président d'honneur de la société, dont les avis sont sollicités chaque fois qu'il est estimé opportun.

Il propose à l'agrément du chef du territoire le nom de la personne choisie pour exercer les fonctions de directeur de la société.

Le conseil d'administration se réunit chaque fois que cela est nécessaire sur convocation de son président et peut être consulté à domicile, en cas d'urgence, pour les questions concernant les affaires courantes de la société.

Art. 10.— Le directeur est désigné par arrêté du chef du territoire sur proposition du conseil d'administration dont il est l'agent d'exécution. Il est nommé pour deux ans. Il nomme les membres du personnel de la société, dans le cadre et dans les limites fixées par le conseil d'administration.

Il transmet, pour agrément, au trésorier-payeur du territoire, sous le couvert du commissaire du gouvernement auprès de la société, la décision de nomination du comptable de la société.

Il représente la société en justice pour tous ses actes de gestion.

Il participe de droit, avec voix consultative, aux séances du conseil d'administration. Il en est de même pour le comptable de la société.

TITRE IV

De la gestion de la société.

Art. 11.— La société est gérée par le directeur, agissant par délégation et sous contrôle du conseil d'administration.

Les modalités comptables de la gestion sont déterminées par un arrêté du gouverneur pris en application de l'article 12 de l'arrêté du 26 janvier 1966 portant création de la société.

Art. 12.— Les fonds disponibles de la société, à l'exception d'une caisse de menues dépenses dont le montant ne peut excéder la somme de cinquante mille francs (50.000 frs CP) et qui est gérée par le comptable, sont impérativement versés par ce dernier :

- soit au compte de dépôt à vue
 - soit au compte de dépôt à terme
- ouverts par la société de crédit et de développement de l'Océanie.

Les fonds constituant la caisse de réserve sont déposés au compte de dépôt à terme de la société. Leur montant est fixé à vingt mille francs. Pendant les cinq premiers exercices financiers, ce montant sera réévalué chaque année après délibération de l'assemblée générale, prise lors de sa session de décembre, sur la proposition du conseil d'administration, et après agrément du commissaire du gouvernement.

Art. 13.— Le montant des subventions accordées à la société, des crédits qui lui sont consentis par des personnes morales de droit public pour l'exécution de certaines actions d'intérêt rural, de dons et legs en numéraire, ou du produit de la vente des dons et legs en nature, est versé au compte ouvert à la société de crédit et de développement de l'Océanie, par la société.

Les recettes diverses, et notamment les cotisations annuelles des membres, sont versées directement au comptable de la société, lequel en donne quittance dans le cadre général des dispositions de l'arrêté gubernatorial prévu au paragraphe deux de l'article 11 ci-dessus.

Art. 14.— Le directeur ordonne seul les paiements en numéraire ou par chèques tirés sur le compte à vue de la société lorsque leur montant est inférieur ou égal à 50.000 frs CP. Lorsqu'un paiement dépasse cette somme il est obligatoirement effectué par chèque signé par le directeur et contresigné par le président du conseil d'administration.

Art. 15.— La société peut solliciter des emprunts, notamment auprès de la société de crédit et de développement de l'Océanie, en vue de réaliser des opérations tendant au développement économique du district et à son propre développement.

Ces emprunts peuvent être à court, moyen ou long terme. Ils sont gagés :

— soit par la valeur du patrimoine de la société,

— soit, en cas d'insuffisance de celle-ci, par la caution solidaire ou hypothécaire d'une ou de plusieurs personnes dont les possibilités financières sont estimées suffisantes par l'organisme prêteur.

Ils ne peuvent être consentis qu'après autorisation du gouverneur ou du commissaire du gouvernement agissant par délégation du chef du territoire. L'aval du territoire peut être demandé.

TITRE V

Art. 16.— En cas de dissolution de la société pour quelle que cause que ce soit, le conseil d'administration soumet à la délibération de l'assemblée générale, convoquée spécialement à cet effet, la désignation d'un liquidateur. Cette délibération est soumise à l'agrément de la commission de surveillance par le commissaire du gouvernement.

Si la liquidation fait apparaître un excédent de l'actif sur le passif, le montant de cet excédent est versé par les soins du liquidateur, sous forme de don, soit à la collectivité rurale ou à la commune de Puen, si ces organismes ont une existence juridique à la date de la liquidation, soit au budget territorial.

TITRE VI

Art. 17.— Les présents statuts, délibérés par l'assemblée générale de la société mutuelle de développement rural de Puen en sa séance du 1er juin 1966, ne seront exécutoires qu'après approbation du chef du territoire, par arrêté pris en conseil de gouvernement après avis de la commission de surveillance, conformément aux dispositions de l'article 7 du décret n° 56-1135 du 13 novembre 1956.

PUJOL.

J. LEHARTEL.

ARRÊTÉ n° 4228 AA du 21 décembre 1966 *autorisant l'ouverture d'un établissement classé.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière notamment d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu l'arrêté n° 2458 AA du 2 octobre 1963 fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres en Polynésie française ;

Vu la demande présentée par M. Roche ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo effectuée et les avis émis par les membres de la commission des établissements classés ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 21 décembre 1966,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— M. Roche est autorisé à installer deux groupes électrogènes "Lister" de 6 KVA chacun sur un terrain sis à Mataiea.

Cette autorisation est subordonnée à la mise en place d'un dispositif assurant l'insonorisation maximale de l'établissement.

Art. 2.— L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé conformément à l'article 206 de la délibération susvisée du 8 avril 1961 du contrôle de l'installation ci-dessus et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 décembre 1966.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 4229 AA du 21 décembre 1966 *autorisant l'ouverture d'un établissement classé.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire.

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière notamment d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu l'arrêté n° 2458 AA du 2 octobre 1963 fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres en Polynésie française ;

Vu la demande présentée par M. Kaddour Alex ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo effectuée et les avis émis par les membres de la commission des établissements classés ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 21 décembre 1966,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— M. Kaddour Alex est autorisé à installer un atelier de tôlerie et de peinture sur un terrain sis à Tipaerui-Papeete.

Art. 2.— L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé, conformément à l'article 206 de la délibération susvisée du 8 avril 1961, du contrôle de l'installation ci-dessus et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 décembre 1966.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 4230 AA du 21 décembre 1966 *autorisant l'ouverture d'un établissement classé.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière notamment d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu l'arrêté n° 2458 AA du 2 octobre 1963 fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres en Polynésie française ;

Vu la demande du 13 octobre 1966 de M^{me} Pepe Mou Choei Fou c.i. n° 7212 ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo effectuée et les avis émis par les membres de la commission des établissements classés ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 21 décembre 1966,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— M^{me} Pepe Mou Choei Fou c.i. n° 7212 est autorisée à installer un groupe électrogène de 13 KVA de marque "Lister Diesel" sur un terrain sis à Vairao, P.K. 10,500.

Cette autorisation est subordonnée à la mise en place d'un dispositif assurant l'insonorisation maximale de l'établissement.

Art. 2.— L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé conformément à l'article 206 de la délibération susvisée du 8 avril 1961, du contrôle de l'installation ci-dessus et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 décembre 1966.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRÊTE n° 4269 AA du 21 décembre 1966 *rendant exécutoire la délibération n° 66-74 du 20 juin 1966, instituant un régime fiscal de longue durée à certaines catégories d'entreprises agréées.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1966, approuvant la délibération n° 66-74 du 20 juin 1966, de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, instituant un régime fiscal de longue durée en faveur de certaines catégories d'entreprises agréées,

Arrête :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération n° 66-74 du 20 juin 1966, de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, instituant un régime fiscal de longue durée en faveur de certaines catégories d'entreprises agréées, approuvée par le décret du 1^{er} décembre 1966.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 21 décembre 1966.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DELIBERATION n° 66-74 du 20 juin 1966 *instituant un régime fiscal de longue durée en faveur de certaines catégories d'entreprises agréées.*

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français

de l'Océanie modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu l'article 32 de la loi du 31 décembre 1953 relative aux comptes spéciaux du trésor, modifié par le décret n° 56-1132 du 13 novembre 1956 ;

Vu le décret n° 54-573 du 4 juin 1954 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 32 de la loi du 31 décembre 1953, relatif à l'institution de régimes fiscaux de longue durée dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 56-1146 du 13 novembre 1956 portant modification de l'article 2 du décret n° 54-573 du 4 juin 1954 susvisé ;

Vu la délibération n° 60-10 du 9 février 1960 relative à la création d'une charte de l'hôtellerie touristique et notamment son article 20 ;

Vu le plan de développement économique et social 1966-1970 de la Polynésie française approuvé par l'assemblée territoriale dans sa séance du 15 novembre 1965 ;

Vu la délibération n° 66-73 du 20 juin 1966 portant code des investissements de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1109 SG en date du 12 mai 1966 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 11 mai 1966 ;

Vu l'arrêté n° 1260 AA du 20 avril 1966 convoquant l'assemblée territoriale en session administrative ordinaire ;

Vu le rapport n° 66-118 en date du 14 juin 1966 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 20 juin 1966,

Adopte :

Article 1er.— Sur le territoire de la Polynésie française, les entreprises entrant dans les catégories fixées ci-dessous et remplissant les conditions prévues à l'article 2 ci-après, agréées par arrêté conjoint du ministre de l'économie et des finances et du ministre d'Etat chargé des D.O.M. et T.O.M., pourront bénéficier du régime fiscal de longue durée défini par la présente délibération. Ces catégories d'entreprises devront avoir pour objet :

1°) la création, l'exploitation d'établissements hôteliers et motels dont les normes sont au moins égales à celles des hôtels de 1ère catégorie, telles qu'elles sont définies par la délibération n° 60-10 de l'assemblée territoriale relative à la création d'une charte de l'hôtellerie touristique.

2°) l'exploitation, la préparation, la transformation des productions animales et végétales locales et les produits de la mer.

3°) l'extraction, la transformation de substances minérales concessibles.

4°) la construction et l'exploitation de cliniques et maisons de santé.

Art. 2.— En outre ces entreprises devront :

1°) avoir leur siège en territoire français ;

2°) justifier de la constitution d'un capital sous forme d'ap-

ports propres en espèces ou en nature qui ne pourra être inférieur à cinquante millions de francs C.F.P.

Art. 3.— Resteront applicables aux entreprises visées aux articles 1 et 2 ci-dessus, pendant la période d'application du régime fiscal de longue durée, tels qu'ils sont définis à la date de départ de ce régime tant en ce qui concerne les taux que les modalités d'application, les impôts, contributions, taxes et redevances énumérés ci-après :

1°) Droits de douane à l'importation sur le matériel et les matériaux nécessaires à l'équipement des entreprises ;

2°) Droits d'entrée, droit d'entrée supplémentaire, taxe de statistique, taxe d'entrepôt, à l'importation sur le matériel et les matériaux nécessaires à l'équipement des entreprises ;

3°) Droits à l'exportation sur les produits transformés par les entreprises ;

4°) Impôt sur les bénéfices des sociétés et autres personnes morales institué par la délibération n° 59-5 du 16 janvier 1959 ;

5°) Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, institué par la délibération en date du 20 novembre 1956 ;

6°) Contribution des patentes fixée par la délibération n° 58-16 du 8 février 1958 ;

7°) Impôt foncier sur les propriétés bâties, institué par délibération du 16 novembre 1950 ;

8°) Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers, créé par la délibération n° 58-14 du 8 février 1958 ;

9°) Droits d'enregistrement sur les actes de constitution et de prorogation de société et sur les augmentations de capital.

Art. 4.— Pour chaque entreprise bénéficiaire d'un régime fiscal exceptionnel, défini par la présente délibération, le point de départ de la période d'application du régime ainsi que sa durée, sans que cette durée puisse excéder le délai de vingt cinq ans, non compris le délai d'installation maximum de 5 ans, prévus par le décret n° 1146 du 13 novembre 1956, seront fixés par une délibération spéciale ultérieure.

Art. 5.— Les exonérations fiscales dont bénéficient, en application de la délibération n° 66-73 du 20 juin 1966 portant code des investissements, les entreprises admises au présent régime fiscal exceptionnel s'imputeront, en ce qui concerne leur délai sur la durée de ce régime.

L'application à ces entreprises du régime fiscal de longue durée ne pourra avoir pour effet de proroger les délais des exonérations visées à l'alinéa précédent au-delà de la durée fixée pour chacune d'elles, en vertu de la délibération n° 66-73 du 20 juin 1966 précitée.

Art. 6.— Toutes les opérations réalisées par les entreprises bénéficiaires du régime fiscal de longue durée défini par la présente délibération et qui ne seront pas expressément visées par l'arrêté interministériel d'agrément visé à l'article 1 ci-dessus resteront soumises à la fiscalité de droit commun.

Art. 7.— Pour l'application de la présente délibération, les dispositions contraires des délibérations antérieurement prises sont abrogées.

Art. 8.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,

Tetuanui EHU.

Le président,

Jacques TAURAA.

ARRÊTÉ n° 4270 AA/DOM du 21 décembre 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-113 du 21 novembre 1966 accordant des concessions définitives de divers emplacements du domaine public maritime à Raiatea.

Le Gouverneur de la Polynésie française, chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rendue exécutoire la délibération n° 66-113 du 21 novembre 1966 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, accordant des concessions définitives de divers emplacements du domaine public maritime à Raiatea.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 21 décembre 1966.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DÉLIBÉRATION n° 66-113 du 21 novembre 1966 accordant des concessions définitives de divers emplacements du domaine public maritime à Raiatea.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n° 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la lettre n° 1231 DOM en date du 2 novembre 1966 de M. le gouverneur, chef de territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu l'arrêté n° 3074 AA en date du 22 septembre 1966 convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire budgétaire ;

Vu le rapport n° 66-197 en date du 16 novembre 1966 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 21 novembre 1966,

ADOpte :

Article 1^{er}. — Sont accordées, les concessions définitives, à charge de remblai dans un délai de cinq ans de divers emplacements du domaine public maritime à Raiatea, telles qu'elles figurent et aux conditions fixées au tableau ci-dessous :

N° des dossiers	Désignation - Situation et superficie	Bénéficiaires	Prix
1	Emplacement du domaine public maritime à Uturoa (lieu dit Tepua) d'une superficie de 873 m ² situé au droit de la terre " Fareputuputuraa " (lot de ville n° 90 - partie).	Mission protestante d'Uturoa	Gratuit (Dél. 63-26 du 14-3-63)
2	Emplacement du domaine public maritime à Avera d'une superficie de 4.114 m ² situé au droit du lot n° I-A de la terre " Oromoa ".	Madame Elisabeth Punaa	41.140 fr (10 fr par m ²)
3	Emplacement du domaine public maritime à Tevaitoa d'une superficie de 234 m ² situé au droit de la terre " Tehatara 2 ".	M. Tevaearai Lemaire	2.340 fr (10 fr par m ²)

Art. 2. — Ces concessions sont consenties aux clauses et conditions suivantes :

1°) Aménagement d'un passage public en front de mer

A l'exception de la mission protestante d'Uturoa, les concessionnaires seront tenus de ménager et laisser libre sur chacun des emplacements concédés, un passage public de trois mètres de largeur sur le remblai, en bordure du front de mer.

2°) Utilité publique

Sur simple déclaration d'utilité publique, chacun des concessionnaires s'engage à rétrocéder au territoire, la totalité ou partie de l'emplacement qui lui est présentement concédé, à charge par le territoire d'indemniser ledit concessionnaire.

3°) Interdiction d'aliéner

En outre et dans un délai de dix ans pour compter de la date d'aliénation définitive à son profit, chacun des concessionnaires s'engage à ne pas vendre l'emplacement qui lui est présentement concédé.

Art. 3. — La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,
Tetuanui EHU.

Le président,
Jacques TAURAA.

ARRETE n° 4271 AA/DOM du 21 décembre 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-114 du 21 novembre 1966, modifiant l'article 2 de la délibération n° 66-33 du 22 mars 1966.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 66-33 du 22 mars 1966 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, accordant des concessions définitives de divers emplacements du domaine public maritime à Tahiti, et notamment son article 2,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 66-114 du 21 novembre 1966 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, modifiant l'article 2 de la délibération n° 66-33 du 22 mars 1966.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 21 décembre 1966.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DELIBERATION n° 66-114 du 21 novembre 1966 modifiant l'article 2 de la délibération n° 66-33 du 22 mars 1966.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la lettre n° 1218 DOM en date du 20 octobre 1966 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 19 octobre 1966 ;

Vu l'arrêté n° 3074 AA en date du 22 septembre 1966 convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu le rapport n° 66-198 en date du 16 novembre 1966 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 21 novembre 1966,

Adopte :

Article 1er.— Est modifié comme suit l'article 2 de la délibération n° 66-33 du 22 mars 1966 de l'assemblée territoriale accordant des concessions définitives de divers emplacements du domaine public maritime à Tahiti :

Au lieu de : Article 2.— Ces concessions maritimes sont consenties aux clauses et conditions suivantes :

Lire : Article 2.— Les concessions faisant l'objet des numéros d'ordre 2, 3 et 4 du tableau ci-dessus sont consenties aux clauses et conditions suivantes :

Le reste sans changement.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,

Tetuanui EHU.

Le président,

Jacques TAURAA.

DÉCISION n° 4278 FT du 22 décembre 1966 accordant une subvention.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu les inscriptions budgétaires,

DÉCIDE :

Article 1er.— Une subvention de trente mille (30.000) francs est accordée à la congrégation des sœurs de Saint Joseph de Cluny au titre de participation du territoire au règlement des frais d'enregistrement et de transcription à la conservation des hypothèques de l'acte de donation d'un terrain sis dans la vallée de Mahina.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement chapitre 43, article 2, exercice 1966.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 22 décembre 1966.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le chef du service des finances
et de la comptabilité,

J. PERES.

ARRETE n° 4285 AA/CD du 23 décembre 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-118 du 29 novembre 1966 portant augmentation du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 66-118 du 29 novembre 1966 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant augmentation du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1966.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DELIBERATION n° 66-118 du 29 novembre 1966 portant augmentation du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français

de l'Océanie modifié par les lois nos 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes qui l'ont modifié ;

Vu le code des impôts directs institué par la délibération du 16 novembre 1950 de la commission permanente de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, et les textes modificatifs subséquents, notamment la délibération n° 59/5 du 16 janvier 1959 ;

Vu l'arrêté n° 3074 AA du 22 septembre 1966 convoquant l'Assemblée territoriale de la Polynésie française, en session ordinaire ;

Délibérant en matière d'impôts, taxes et contributions, de toutes natures, à percevoir au profit du budget territorial, conformément aux dispositions de l'article 46 du décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 ;

Vu la lettre n° 1226 CD en date du 26 octobre 1966 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu le rapport n° 66-207 du 24 novembre 1966 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 29 novembre 1966,

Adopte :

Article 1er.— Le taux de l'impôt frappant les bénéfices des sociétés tel qu'il est fixé à l'article 14 de la section 1, division 1, du code des impôts directs, est porté de 12 % à 20 % à compter du 1er janvier 1967. Le nouveau taux sera, pour la première fois, appliqué sur les résultats du ou des exercices clos en 1966.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,

Tetuanui EHU.

Le président,

Jacques TAURAA.

DECISION n° 4296 FT du 23 décembre 1966 accordant une subvention.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 et les textes modificatifs ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu les prévisions d'emploi présentées par le directeur de l'enseignement catholique ;

Vu leur approbation par le chef du service des travaux publics,

Décide :

Article 1er.— Une subvention de dix millions (10.000.000) de francs est accordée à la direction de l'enseignement catholique pour la réalisation d'une première tranche de la construction d'un centre de rééducation pour jeunes filles.

Art. 2.— Le versement en sera effectué en une seule fois, la dépense étant imputable au budget local d'équipement chapitre 56 — article 5 — rubrique 6 — exercice 1966.

Art. 3.— Le compte d'emploi en sera soumis au chef du service des travaux publics qui pourra demander toute justification qu'il jugera utile et dont les représentants auront accès à tout moment au chantier de construction.

Art. 4.— L'approbation de ce compte d'emploi conditionnera l'attribution de toute nouvelle subvention pour la poursuite des travaux.

Art. 5.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1966.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRETE n° 4337 TP du 28 décembre 1966 relatif à la fixation et à la répartition des frais pour le contrôle des hydrocarbures à Tahiti.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu les crédits inscrits au budget local ;

Sur proposition du chef du service des travaux publics et des mines ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 28 décembre 1966,

Arrête :

Article 1er.— Les frais de contrôle prévus au cahier des charges annexés aux baux formant concession de dépôt d'hydrocarbures à Tahiti, sont à la charge des deux concessionnaires dans la proportion de cinquante pour cent chacun.

Art. 2.— Le montant global annuel de ces frais de contrôle est fixé à 15.000 fois (quinze mille fois) le prix maximum de vente au détail du litre d'essence ordinaire.

Art. 3.— Ces frais de contrôle seront versés au trésor avant le 1er mars de chaque année sur le vu d'un état arrêté par le chef du territoire à cet effet, et formant titre de perception.

A défaut de versement par le concessionnaire, le recouvrement en sera poursuivi en conformité des règles générales de la comptabilité publique du territoire.

Art. 4.— Ces frais de contrôle des hydrocarbures à Tahiti sont répartis comme suit :

— Quarante pour cent au chef du service des travaux publics ;

— Trente pour cent au chef du parc à matériel du service des travaux publics.

Art. 5.— Ces frais de contrôle sont payables aux intéressés une fois l'an et proportionnellement au temps pendant lequel ils ont occupé les postes visés à l'article 4.

Art. 6.— Le présent arrêté prend effet à compter du 1er janvier 1966.

Art. 7.— Le chef du service des finances et de la comptabilité est chargé de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1966.

Jean SICURANI.

ARRÊTÉ n° 4338 AE du 28 décembre 1966 fixant le tarif des transports par taxis.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 27 août 1937 sur la répression de toutes augmentations illégitimes des prix dans les colonies, modifié et complété par le décret du 23 avril 1938 ;

Vu l'arrêté n° 483 AE du 29 février 1964 fixant le tarif des transports par taxis ;

Vu l'avis émis par la commission consultative des prix dans sa séance du 28 décembre 1966 ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;
Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 28 décembre 1966,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— L'arrêté n° 483 AE du 29 février 1964 est abrogé, sous réserve des dispositions prévues à l'article 3.

Art. 2.— Les tarifs des transports par taxis sont fixés comme suit :

De 5 heures à 23 heures - Tarif de jour :

Prise en charge 30 francs

Tarif urbain - jusqu'au cimetière de l'Uranie à l'Ouest
et au parc des sports de Fautaua à l'Est :

- course minimum 60 francs

- le kilomètre 21 francs

Tarif rural - le retour étant dû :

- le kilomètre 21 francs

Heure d'attente 80 francs

De 23 heures à 5 heures - Tarif de nuit :

Les prix du tarif de jour sont doublés, sauf pour les transports de l'aéroport de Faāa aux différents hôtels.

Art. 3.— Les tarifs fixés à l'article 2 ci-dessus, applicables sur les voitures munies d'un taximètre, devront être rédigés et affichés lisiblement à l'intérieur de chaque véhicule.

Les voitures non équipées de taximètre continueront à appliquer le tarif prévu à l'article n° 483 AE du 29 février 1964.

Art. 4.— Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues au décret du 25 août 1937.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1966.

Jean SICURANI.

ARRETE n° 4339 AA du 28 décembre 1966 modifiant l'article 3 de l'arrêté n° 4079 AA du 8 décembre 1966 habilitant certains agents ou fonctionnaires du service de santé à constater les infractions à la réglementation de l'hygiène publique en Polynésie française et à procéder à l'encaissement des amendes forfaitaires.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1438 AA du 21 octobre 1953 promulguant dans le territoire la loi n° 52-33 du 7 janvier 1952 instituant dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun un système de perception immédiate forfaitaire pour certaines contraventions de simple police ;

Vu le décret n° 53-755 du 17 août 1953 fixant les conditions d'application de la loi précitée ;

Vu l'arrêté n° 583 S du 9 avril 1954 réglementant l'hygiène et la salubrité publique dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par la délibération n° 66-67 du 9 juin 1966 ;

Vu l'arrêté modifié n° 238 du 19 mars 1958 fixant le taux des amendes ;

Vu l'arrêté n° 727 S du 6 mai 1954 relatif à la réorganisation du service d'hygiène dans les E.F.O., modifié par la délibération n° 66-66 du 9 juin 1966 ;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 2582 AA du 16 octobre 1963 habilitant les fonctionnaires et agents assermentés des services sanitaires à procéder à l'encaissement de l'amende forfaitaire pour certaines infractions à la réglementation de l'hygiène ;

Vu l'arrêté n° 2583 AA du 16 octobre 1963 modifiant l'arrêté n° 215 J du 18 février 1949 réglementant la perception des amendes forfaitaires au titre des infractions aux règlements sanitaires ;

Sur proposition du chef du service de santé,

Arrête :

Art. 3.— *Au lieu de :* Le chef du service judiciaire, le trésorier payeur et le chef du service de santé sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lire : Le chef du service judiciaire, le chef du service de l'enregistrement et le chef du service de santé sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1966.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRETE n° 4341 AA du 28 décembre 1966 *rendant exécutoire la délibération n° 66-124 du 2 décembre 1966 donnant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 66-124 du 2 décembre 1966 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, donnant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1966.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DELIBERATION n° 66-124 du 2 décembre 1966 *portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente.*

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu l'arrêté n° 3074 AA en date du 22 septembre 1966 convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Dans sa séance du 2 décembre 1966,

Adopte :

Article 1er.— Outre les attributions qui lui sont normalement dévolues en vertu des textes régissant l'assemblée territoriale, la commission permanente est habilitée d'une manière générale :

A.— A suivre et à régler les affaires ayant fait l'objet de rapports et de questions préalables durant la session budgétaire 1966.

B.— A régler certaines des affaires en instance à l'assemblée territoriale et figurant à l'annexe ci-jointe (annexe I) (1).

Les affaires figurant à l'annexe 2 (1) sont renvoyées à la prochaine session plénière.

Art. 2.— La commission permanente est habilitée à régler les questions de virement de crédits tant à l'intérieur du budget local qu'à l'intérieur du budget FIDES, et d'une manière générale à régler toutes les affaires dont l'urgence aura été reconnue.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un membre,

Calixte JOUETTE.

Le 1er vice-président,

Charles LEHARTEL.

(1) Les annexes peuvent être consultées au secrétariat de l'assemblée territoriale.

ARRÊTÉ n° 4363 AA/D du 29 décembre 1966 *rendant exécutoire la délibération n° 66-123 du 2 décembre 1966, portant exonération des droits d'entrée sur les emballages en matière plastique des produits laitiers.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 66-123 du 2 décembre 1966 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

sie française, portant exonération des droits d'entrée sur les emballages en matière plastique des produits laitiers.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 29 décembre 1966.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DÉLIBÉRATION n° 66-123 du 2 décembre 1966 portant exonération des droits d'entrée sur les emballages en matière plastique des produits laitiers.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu les décrets n° 54-1020 du 14 octobre 1954 relatif au régime douanier dans les territoires d'outre-mer et 56-650 du 28 juin 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret précité ;

Vu la délibération n° 59-4 du 16 janvier 1959 portant refonte de la nomenclature douanière ;

Vu la délibération du 20 novembre 1956 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française fixant les tarifs des droits d'entrée et les textes subséquents ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes en Polynésie française ;

Vu l'avis exprimé par la chambre de commerce et d'industrie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1198 D en date du 27 septembre 1966, de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 14 septembre 1966 ;

Vu l'arrêté n° 3074 AA en date du 22 septembre 1966 convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu le rapport n° 66-210 en date du 1^{er} décembre 1966 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 2 décembre 1966,

ADOpte :

Article 1^{er}.— Le tarif des droits d'entrée est à nouveau modifié comme suit :

Numéro du tarif	Nomenclature douanière	Droits d'entrée
39-07	Ouvrages en matières des nos 39-01 à 39-06 inclus :	
I	- Emballages des produits laitiers	Ex.

Art. 2.— Les rubriques actuelles du tarif des douanes 39-07 I et 39-07 II deviennent respectivement les sous-positions 39-07 II et 39-07 III.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un membre,

Calixte JOUETTE.

Le vice-président,

Charles LEHARTEL.

DECISION n° 4365 PLAN du 29 décembre 1966 allouant une subvention à l'association scolaire protestante, internat de jeunes filles de Taravao.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la circulaire n° 7 AE/PLAN du 28 janvier 1960 ;

Vu la résolution n° 21 en date du 16 juillet 1965 autorisant l'octroi de subvention aux œuvres privées à imputer sur la section générale du F.I.D.E.S. tranche 1965 ;

Vu la décision n° 900154 du 3 août 1965 de l'ordonnateur principal portant délégation de crédits,

Décide :

Article 1^{er}.— Une subvention d'un montant total de un million cinq cent mille (1.500.000) francs CFP est allouée au conseil supérieur des églises tahitiennes (compte BIC n° 7352 association scolaire protestante, internat protestant de Taravao) pour la construction d'un internat de jeunes filles à Taravao.

Art. 2.— Le représentant du conseil supérieur des églises tahitiennes est au regard de la présente décision considéré comme maître de l'ouvrage à réaliser.

Art. 3.— La dépense correspondante est imputable au chapitre 4072 article 1 du programme 1961, tranche 1965 de la section générale du F.I.D.E.S.

Art. 4.— La présente subvention sera versée après constat de la finition des travaux.

Art. 5.— Le maître de l'œuvre ou son délégué soumettra les travaux, objet de la présente subvention, au contrôle administratif prévu au chapitre III de la circulaire n° 7 AE/PLAN susvisée notamment en ce qui concerne les contrôles financier et technique et les conditions de réceptions provisoire et définitive.

Art. 6.— Le chef du service du plan ordonnateur délégué du F.I.D.E.S., le chef du service des travaux publics et des mines et le chef du service de l'enseignement sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 29 décembre 1966.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRETE n° 4434 AA/F du 30 décembre 1966 *rendant exécutoire la délibération n° 66-122 du 2 décembre 1966, portant modification du budget extraordinaire, exercice 1966.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 66-122 du 2 décembre 1966 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification du budget extraordinaire — exercice 1966.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 30 décembre 1966.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DELIBERATION n° 66-122 du 2 décembre 1966 *portant modification du budget extraordinaire, exercice 1966.*

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n° 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 66-6 du 13 janvier 1966 arrêtant le budget local 1966 et toutes délibérations modificatives ;

Vu la lettre n° 1237 E/IA en date du 9 novembre 1966 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu l'arrêté n° 3074 AA du 22 septembre 1966 convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu le rapport n° 66-205 en date du 22 novembre 1966 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 2 décembre 1966,

Adopte :

Article 1er.— Le projet de budget d'équipement 1966 est modifié comme suit :

au lieu de :

Chapitre 52 — Constructions

Article 1 : Bâtiments pour entreprises et services publics

Paragraphe 2 : Opérations nouvelles

Opérations 18 : Sanitaires des formations scolaires de Toahotu, Mataiea, Papeari, Tiarei-Huuan, Atiha, Papetoai, Maharepa, Temae . . . 2.500.000

lire :

Chapitre 52 — Constructions

Article 1 : Bâtiments pour entreprises et services publics

Paragraphe 2 : Opérations nouvelles

Opérations 18 : Sanitaires des formations scolaires de Toahotu, Mataiea, Papeari, Tiarei-Huuan . 2.500.000

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un membre,

Calixte JOUETTE.

Le vice-président,

Charles LEHARTEL.

ARRETE n° 5 AA du 4 janvier 1967 *rectifiant l'article 2 de l'arrêté n° 2723 AA du 18 août 1966 autorisant l'ouverture de certains établissements classés.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 61-44 du 6 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière notamment d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu l'arrêté n° 2458 AA du 2 octobre 1963 fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres en Polynésie française ;

Vu la demande présentée par M. Pierre Teihotua ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo effectuée et les avis émis par les membres de la commission des établissements classés :

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 4 janvier 1967,

Arrête :

Art. 2.— *Au lieu de* : M. Pierre Teihotua est autorisé à installer deux groupes électrogènes à Fautaua-Pirae.

Lire : M. Pierre Teihotua est autorisé à installer une blanchisserie et deux groupes électrogènes à Fautaua-Pirae.

Le reste sans changement.

Art. 3.— L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé conformément à l'article 206 de la délibération sus-visée du 8 avril 1961 du contrôle de l'installation ci-dessus et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 janvier 1967.

Jean SICURANI.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc...

JUSTICE

Par arrêté n° 4409 PEL du 30 décembre 1966.— Sont rapportées en ce qui concerne M. Ebb Milou, commis du cadre territorial, les dispositions de l'arrêté n° 284 PEL du 9 février 1965.

Par arrêté n° 4410 PEL du 30 décembre 1966.— M. Ebb Milou, commis de 3e échelon du cadre territorial de la Polynésie française, en situation irrégulière depuis le 18 décembre 1965, est considéré comme démissionnaire et rayé des contrôles du corps des commis pour compter de cette dernière date.

* * *

ENSEIGNEMENT

Par décision n° 3939 E/IA du 25 novembre 1966.— Dans les établissements d'enseignement public et privé désignés ci-après, une bourse, demi-bourse ou aide scolaire locale est renouvelée, attribuée, supprimée, transférée ou transformée, pour compter de la rentrée scolaire 1966-1967, pour chacun des élèves dont les noms suivent :

ETABLISSEMENTS PUBLICS

LYCEE PAUL GAUGUIN

1°) Suppressions

Bourses :

Hitoti Joseph, Hunter Anita, Marama William, Nanai Francis, Panai Fanau, Peltzer Louise, Ravatua Henri-Jean, Salmon James, Sarciaux Hélène, Tama Henriette, Taura Célestine, Tauria Miretta, Teihoarii Richard, Temarii Tahiri Alex, Tiaoa Yves, Urarii Pierre, Wohler Félix.

Demi-bourses :

Taputuarai Flora, Tauraa Roméo, Tamutu Emmanuel.

2°) Attributions

Bourses :

Otare Peni, Heuea Léa, Mataoa Maeva, Tematua Allen.

Demi-bourse :

Teturu Ameria.

3°) Renouvellements

Bourses :

Ellacott Victoria, Richmond Sidonie, Rochette Damas.

Demi-bourses :

Teriivaea Ephraïma, Teriitahi Gisèle.

4°) Transformations

en bourses entières des demi-bourses précédemment attribuées aux élèves :

Roura Lin-Ray, Tuihani Félix.

en demi-bourse de la bourse précédemment attribuée à l'élève :

Heimanu Tefa.

5°) Transferts

du collège d'enseignement technique au Lycée Paul Gauguin de la bourse précédemment attribuée à l'élève :

Toofa Johanna.

du Lycée d'Uturoa au Lycée Paul Gauguin, de la bourse précédemment attribuée à l'élève :

Tetuanni Monil.

COLLEGE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

1°) Suppressions

Bourses :

Bellais André, Marurai Aristote, Tixier Noël.

Demi-bourses :

Izal Pierre, Raioha Etienne.

2°) Attributions

Bourses :

Metuaaro Georges, Paa Auguste, Taputu Virau, Tetauira Sylvain, Teupohuita Tavae, Sam You William.

3°) Transferts

du lycée Paul Gauguin au collège d'enseignement technique des bourses précédemment attribuées aux élèves :

Ioane Rosita, Pin Pua.

du lycée d'Uturoa au C.E.T. de la bourse renouvelée à l'élève :

Ebb Benjamin.

4°) Transformation

en bourse entière de la demi-bourse précédemment attribuée à l'élève :

Lay Fong Yvette.

LYCEE D'UTUROA

1°) Suppressions

Bourses :

Airitai Irmine, Hanere Léonie, Hiotu Tehea, Lum Fat Maxime, Mairau Tavae, Tahito Ginette, Taufu Adrien, Te-tainuanarii Ginette.

2°) Attributions

Bourses :

Lemaire Noémie, Mervin Ella, Sanquer Ilda.

Demi-bourse :

Sanquer Renault.

3^o) Transferts

du collège d'enseignement technique au lycée d'Uturoa des bourses précédemment attribuées aux élèves :

Buchin Albert, Hahe Lévy, Tamati César.

*COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL DE TAIOHAE**1^o) Suppressions**Bourses :*

Heitaa Gabriel, Hokapouko Jacques, Pahuatini Edwin.

*2^o) Renouvellements**Bourses :*

Ah Scha Joseph, Ah Scha Gilbert, Bonno Alfred, Brown Eric Mamatoua, Falchetto J. Elie, Gendron Cécile, Haiti Jérôme, Hokahumano Bernard, Hokaupoko Anne-Marie Hokapouho Charles, Kimitete Lucien, Kohoe Edwige, Kohueinui Daniel, Kohumoetini René, Mataiki Lucien, Matohi Raphaël, Mendiola Jacques, Pahuatini Ernest, Paro Pierre, Pavaouau Armand, Pirioutua Clémence, Tahirori Huitete Thomas, Tamarri Benoît, Tamarri Lucette, Tamarri Julien, Tamarri Lydia, Tamarri Victor, Tata Gilbert, Tauapiiani Bernard, Teatiu Florentine, Teatiu Napoléon, Tehaamoana Lazarine Marie, Teikiehuupoko Georges, Teikimoetua Elisabeth, Teikipupuni Tia-vianui Hubert, Teikiteetini Charles, Teikiteetini Jocelyne, Teikitohe Pierre, Teikitutoua Benjamin, Tevepauhu Bernadette, Touatini Léonard, Tuicinui Henri, Vaki Roger.

*3^o) Attributions**Bourses :*

Ah Lo Damase, Bonno Henri, Ching Jeanne, Hikutini Martine, Huukena Etienne, Kohumoetini Basile, Kohumoetini Nathalie, Le Bronnec William, Louis Martine, Tamarri Edgar, Tata Lucie, Tata Mathias, Tata Michel, Teikimoetoua Madeleine, Teikimoetoua Pierre, Teikivahitini Edgar, Tekohu Dina, Yu Teng Edouard.

4^o) Transfert

de l'école des Sœurs d'Atuona au collège d'enseignement général de Taiohae de la bourse précédemment attribuée à l'élève :

Falchetto Simone.

de l'école des Sœurs d'Atuona au collège d'enseignement général de Taiohae, de la demi-bourse précédemment attribuée à l'élève :

Tane Mireille.

*COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL DE TARAVAO**1^o) Suppressions**Bourse :*

Utia Edmond.

*2^o) Attributions**Bourse :*

Ah Kui Rahera.

Aide scolaire :

Mairiro Emilienne.

Demi-bourse :

Hiori J.

3^o) Transformations

en demi-bourses des bourses précédemment attribuées aux élèves :

Maraiauria Fleurette, Rereao Hitoti, Tetoe Christiane.

*COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL DE PAPARA**1^o) Suppressions**Bourse :*

Fareura Vehia.

Demi-bourse :

Teahu Jean-Paul.

*2^o) Attributions**Demi-bourses :*

Hapaitahaa Hinano, Otcénasek Stanislas, Salmon Nelly.

3^o) Transformation

en bourse entière de la demi-bourse attribuée à Mahutatua Antonina.

*COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL DE PAOPAO**Attributions**Aides scolaires :*

Germain Béatrice, Germain Miriama, Roe Léa, Rua Rose-Marie, Tiareura Maeva, Tuahu Claudine Hinano.

Demi-aides scolaires :

Brothers Lydia, Le Priol Bertha, Teamotuaitau Mareta, Teraiharoa Marie, Terii Tehui.

*COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL DE TIPUTA**1^o) Suppressions**Bourses :*

Horoi Paul, Huarei Mahina, Otare Aloma, Otare Maire, Papau Siméon, Taihia Vahine, Teano Katopua, Tepava Alice, Terakauhau Philippe, Teura Parii, Tuihani Pahio.

Aides scolaires :

Tekakioteragi Véronique, Tekakou Tevahine.

*2^o) Renouvellements**Aides scolaires :*

Sandford Gustave, Tehiva Gabrielle.

*ECOLE DE RIKITEA**1^o) Renouvellements**Demi-aides scolaires :*

Mamatui Hélène, Manuireva Elisabeth, Mataitai Ponia, Timau François.

*2^o) Attributions**Aides scolaires :*

Mamatui Jean, Mamatui Pue, Mamatui Respice, Paemara Etienne, Paemara Justin, Taria Tetaihuka, Tautia Jean, Tautia Gabriel, Tautia Raphaël, Tetaihuka Jean, Urarii Rota.

Demi-aides scolaires :

Mamatui Dominique, Mamatui Marie, Manuireva Roland, Manuireva Venance, Mataitai Catherine, Mataitai Aiu, Mataitai Teruarue, Mataitai Virginie, Paemara Emilio, Papau Eugène.

né, Roapamoa Pierre, Roapamoa Rose, Roapamoa Tarepa, Roapamoa Tekoko, Teapiki Marie, Tetairekia Maria, Urarii Urbain, Urarii Vahine.

CLASSE TERMINALE AGRICOLE D'AVERA

Attributions

Aides scolaires :

Atui Nicolas, Hioe Jacob, Hioe Georges, Hiro Frédéric, Hunter Francis, Mai Teihotuiterai, Maimaro Etienne, Taoahere Jean, Tauaroa Christian, Teavae Yan Cou, Temarii Lemuel, Teraaitapo Finihata, Terorohauepa Hioe, Tetainanuarii Théodor, Tetuanui Arthur, Teuira Bernard, Totefa Pierrot.

CENTRE SCOLAIRE INTERILES DE MAKEMO

1^o) Attributions

Aides scolaires :

Fareata Temachau Yvonne, Harrys Viri, Huatea Dominique, Johnston Gilbert, Mauati Maria, Poia William, Tahaia Eugène, Taheta Véronique, Takotua Paea, Takotua Tairea, Teiri Félix, Teto Adrien, Tom Maurice.

2^o) Renouvellements

Aides scolaires :

Fataa Tuhura, Johnston Charles, Mairoto Tuhiva, Mariteragi Hakapiroto Philomène, Mauati Terii, Parapu Maria, Taheta Hikitahi, Tapi Tua, Teata Michel, Tehiva Etienne, Tehiva Hina Vivianne, Tehiva Rosa, Tetohu Victorine, Tufannui Kere-tino, Utahia Paea Maratino.

ETABLISSEMENTS PRIVES

COLLEGE ANNE-MARIE JAVOUHEY

1^o) Attribution

Bourse :

Teai Gloria.

2^o) Transfert

du collège d'enseignement général de Paopao au collège Anne-Marie Javouhey, de la bourse précédemment attribuée à l'élève :

Tepii Anita.

ECOLE DES SŒURS D'UTUROA

1^o) Suppressions

Bourse :

Teriitau Tamara.

2^o) Attributions

Bourse :

Ching Yuck Sang Janita.

ECOLE DES SŒURS D'ATUONA

Suppressions

Bourses :

Paro Adélaïde, Utiputona Mélanie, Naheekua Marthe, Vahaputona M. Joséphine.

COLLEGES POMARE—VIENOT

1^o) Suppressions

Bourse :

Paie Dominique.

Demi-bourse :

Mataoa Maeva Juanita.

2^o) Attributions

Bourses :

Buchin Claude, Cridland Clinda, Poheroa Pamela, Spitz Oscar, Tepea Philippe, Tetuanui Pauline, Toth Joseph.

Demi-bourses :

Cheng Kim Tong, Peaumatarii Maeva, Tuahine Hinano.

3^o) Transformations

en bourses entières des demi-bourses précédemment attribuées aux élèves :

Chave Hayde, Faivre Hélène, Tane Lidovina, Taruoura Laurette, Tetainanuarii Colette, Teriipaia Cécile.

ECOLE MENAGERE PROTESTANTE D'UTUROA

Attributions

Bourses :

Mao Francine, Tuihani Teipo.

* * *

JUSTICE

Par arrêté n° 4018 J du 2 décembre 1966.— Sont nommés au tribunal mixte de commerce de Papeete, pour la période arrivant à expiration le 31 août 1968 :

1^o) en qualité d'assesseurs titulaires :

MM. Le Caill Jean-Baptiste, Grand Walter

2^o) en qualité d'assesseurs suppléants :

MM. Juventin André, Agniéray Adolphe, Doudoute Georges, Le Bihan Laurent.

Avant d'entrer en fonction, les assesseurs ci-dessus désignés, prêteront serment devant le tribunal supérieur d'appel de Papeete.

Par décision n° 4019 J du 2 décembre 1966.— A compter du 16 décembre 1966, un congé de six semaines est accordé à Me Lejeune Marcel, notaire à Papeete.

A compter de la même date et pendant l'absence de Me Lejeune, M. Mozelle Pierre est nommé notaire intérimaire. Il cessera ses fonctions deux jours après le retour du notaire titulaire.

Avant d'entrer en fonctions, Me Mozelle prètera le serment d'usage.

Par décision n° 4122 J du 9 décembre 1966.— A compter du 10 décembre 1966, un congé de deux mois est accordé à Me Dubouch Andrée, notaire à Papeete.

A compter de la même date et pendant l'absence de Me Dubouch, M. Llorca François est nommé notaire intérimaire. Il cessera ses fonctions deux jours après le retour du notaire titulaire.

Avant d'entrer en fonctions, M. Llorca prètera le serment d'usage.

* * *

TRAVAIL ET LEGISLATION SOCIALE

Par décision n° 3857 TLS du 18 novembre 1966.— Une réquisition de passage Papeete-Paris en classe économique par liaison aérienne U.T.A. quittant Papeete le 25 novembre 1966 sera délivrée au bénéfice de l'enfant Manea Tuehu, âgée de 16 ans, évacuée sanitaire.

Les frais d'hospitalisation, de soins et de rapatriement de l'intéressée seront pris en charge par le territoire.

La dépense est imputable au budget local — chapitre 46 — article 3.

Par décision n° 4123 TLS du 12 décembre 1966.— Une réquisition de passage Papeete-Paris via Los Angeles quittant Papeete le mercredi 14 décembre 1966 par vol UTA, sera délivrée au bénéfice de l'enfant Anei Bellona, évacuée sanitaire, qui voyagera couchée.

Les frais d'hospitalisation, de soins et de rapatriement de l'intéressée seront pris en charge par le territoire.

Bellona sera accompagnée. Les frais de voyage par avion Papeete-Paris et retour, ainsi que les frais de séjour de l'accompagnateur seront pris en charge par le territoire.

Des frais d'ambulance nécessités à l'escale de Los Angeles pour le transport de Bellona seront pris en charge par le territoire.

Un viatique de 10.000 francs sera en outre accordé à M. Anei Toofanuimaiteraï pour l'équipement de sa fille.

Ces dépenses sont imputables au budget local, chapitre 46 — article 3.

Par décision n° 4141 TLS du 13 décembre 1966.— Il est accordé à M. Maraetefau Charles, pour l'année 1966 et à compter du 1er mai 1966, un secours de 2.000 frs par mois. Ce secours est destiné à subvenir aux besoins de M. Tahiri Tetuanui, aveugle incurable, recueilli par M. Maraetefau.

La dépense est imputable au budget local — chapitre 46 — article 3.

PORT AUTONOME DE PAPEETE

DÉLIBÉRATION n° 8-66 du 21 octobre 1966 portant majoration des tarifs d'utilisation de la cale de halage.

Le conseil d'administration du port autonome de Papeete, Vu l'arrêté n° 108 AA/IAA du 18 janvier 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 de l'assemblée territoriale portant création et organisation du port autonome de Papeete et notamment son article 12 ;

Vu l'arrêté n° 427 FT du 21 février 1962 relatif à la gestion financière et comptable du port autonome de Papeete ;

Vu la délibération n° 2 du 21 février 1964 du conseil d'administration du port autonome réglementant les conditions d'utilisation de la cale de halage ;

Dans sa séance du 21 octobre 1966 et en ayant délibéré,

ADOpte :

Article 1^{er}.— Les dispositions de l'article 17 de la délibération n° 2 du 21 février 1964 sont annulées pour compter du 1^{er} janvier 1967 et remplacées par les nouveaux tarifs de location de la cale de halage faisant l'objet du tableau ci-annexé.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le président du conseil d'administration,
Robert HERVÉ.

Tarifs d'utilisation de la cale de halage

Jauge brute	Halage au sec et mise à l'eau	Du 1 ^{er} au 5 ^e jour et par jour	Du 6 ^e au 10 ^e jour et par jour	A partir du 11 ^e jour
Moins de 25 tonnes	3.750	750	600	375
De 25 à 49 tonnes	5.250	1.500	1.200	750
De 50 à 99 tonnes	7.500	2.250	1.800	1.500
De 100 à 199 tonnes	7.500	2.250	1.800	1.500
	+ 30 F par Tx au-dessus de 99 tonnes	+ 23 F par Tx au-dessus de 99 tonnes	+ 18 F par Tx au-dessus de 99 tonnes	+ 16 F par Tx au-dessus de 99 tonnes
De 200 tonnes et au-dessus	10.500	4.500	3.600	3.000
	+ 23 F par Tx au-dessus de 199 tonnes	+ 18 F par Tx au-dessus de 199 tonnes	+ 16 F par Tx au-dessus de 199 tonnes	+ 12 F par Tx au-dessus de 199 tonnes

DÉLIBÉRATION n° 9-66 du 21 octobre 1966 modifiant les tarifs de certaines taxes à caractère commercial perçues au profit du port autonome de Papeete.

Le conseil d'administration du port autonome de Papeete, Vu l'arrêté n° 108 AA/IAA du 18 janvier 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 de l'assemblée territoriale portant création et organisation du port autonome de Papeete et notamment son article 12 ;

Vu l'arrêté n° 427 FT du 21 février 1962 relatif à la gestion financière et comptable de cet établissement public territorial ;

Vu la délibération n° 1 du 14 février 1962 modifiant les tarifs de certaines taxes à caractère commercial perçues au profit du port autonome de Papeete ;

Dans sa séance du 21 octobre 1966 et en ayant délibéré,

Adopte :

Article 1^{er}.— Les dispositions de l'article 1 de la délibération n° 1 du 14 février 1962 sont annulées à compter du 1^{er} janvier 1967 et remplacées par les suivantes :

Les taxes de pilotage du port autonome de Papeete sont fixées comme suit :

1 — Taxes d'entrée et de sortie

a) Navires de commerce et assimilés jaugeant moins de 501 tonnes de jauge nette

	De jour	De nuit
Navires jaugeant moins de 20 tonnes :	360 FCP	480 FCP
» » de 20 à 39 » :	540 »	810 »
» » de 40 à 59 » :	720 »	1.080 »
» » de 60 à 79 » :	960 »	1.440 »
» » de 80 à 500 » :	1.200 »	1.800 »

b) *Navires de commerce et assimilés jaugeant 501 tonnes et au-dessus :*

- pour la tranche de 501 à 8.000 tonnes
de jour : taux = 2,40 FCP par tonneau de jauge nette
de nuit : » = 4,20 » » » » » »

- pour la tranche supérieure à 8.000 tonnes
de jour : 1,80 FCP par tonneau de jauge nette
de nuit : 3,60 » » » » » »

c) *Navires de guerre français et étrangers :*

moins de 501 tonnes Washington : néant
à partir de 501 tonnes et au-dessus : 1,20 FCP par tonne
Washington

d) *Navires armés à Papeete et effectuant une navigation à l'intérieur du territoire : néant*

e) *Navires appartenant à la flottille administrative : néant*

2 — Taxe pour mouvement à l'intérieur du port

a) *Mouvement des quais à un mouillage situé en deça d'une ligne extrémité Sud-Est du quai au long cours - Temple de Paofai*

- quart du taux de la taxe de pilotage à l'entrée avec minimum de 360 FCP.

b) *Mouvement du quai à un mouillage au-delà de la ligne extrémité Sud-Est du quai au long cours - Temple de Paofai ou inversement*

- moitié du taux de la taxe de pilotage à l'entrée avec minimum de 360 FCP.

3 — Taxe d'attente applicable en cas d'attente du pilote et de la vedette du pilotage au-delà d'une heure après l'heure d'appareillage fixée par le capitaine

par heure de jour : 600 FCP

par heure de nuit : 1.200 FCP

Art. 2. — Toutes dispositions antérieures non modifiées par la présente délibération restent applicables.

Art. 3. — La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

*Le président du conseil
d'administration,*

Robert HERVE.

AVIS OFFICIELS

EXTRAIT

des minutes du greffe des tribunaux
de Papeete - Ile Tahiti

La commission chargée d'établir la liste annuelle des assesseurs près la cours criminelle de la Polynésie française, réunie le douze décembre mil neuf cent soixante six, a arrêté comme suit la liste des assesseurs pour l'année 1967.

Noms et prénoms	Profession
Adams Rosina épouse Bambridge	employée de commerce
Arapari John	employé de commerce

Noms et prénoms

Profession

Aubry Ernest	propriétaire
Bambridge Mathilda	propriétaire
Chavez Louis	comptable
Deane Arthur	employé municipal
Deflesselle Guy	commerçant
Ellacott Ludwig	entrepreneur
Faugerat Paul	propriétaire
Frogier Pierre	commerçant
Fuller Francis	fonctionnaire
Helme Alfred	employé de commerce
Hintzé François	commerçant
Hio Tuarai Pecata	fonctionnaire
Hugon Alfred	fonctionnaire
Jacquemin Jeanne (Mme)	commerçante
Jardonnnet Etienne	propriétaire
Klima Rudolf	libraire
Lambert Henri	mécanicien
Le Bihan Laurent	négociant
Lequerré Maurice	employé de commerce
Montaron Alfred	employé de commerce
Mony Pierre	négociant
Néaa Frédéric	employé municipal
Piétri Raymond	fonctionnaire
Pomare Elvina	employée de banque
Sanford Eugène	retraité
Sanford Francis	maire de Faaa
Simonet Henri	chirurgien dentiste en retraite
Solari Michel	employé de commerce
Taufa Charles	fonctionnaire
Tauraa Jacques	propriétaire
Teissier Raoul	libraire
Teuira Jacques	clerc
De Tollenacere Raymonde (Mme)	employée de banque
Villierme Louis	hôtelier

Le président de la commission,
signé : P. TINSEAU.

*Les membres
de la commission,*
signé : L. LEHARTEL — R. HERVE.

Pour extrait conforme :

Le greffier,
G. REID.

ELECTIONS A LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Scrutin du 22 mai 1966.

En séance publique du 22 novembre 1966, tenue sous la présidence de M. Robert HERVE, Président sortant de la Chambre de Commerce et d'Industrie, Président du bureau de vote de PAPEETE, il a été procédé au recensement général des votes du 22 mai 1966 pour l'élection des membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Polynésie française.

Les résultats suivants ont été proclamés :

1°) Elections de 18 membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie. (5 pour la catégorie A, 13 pour la catégorie B).

Liste A - Electeurs inscrits : 682
 Electeurs votants : 208
 Bulletins nuls : 2
 Bulletins blancs : néant
 Suffrages exprimés : 206

Ont obtenu :

MM. André JUVENTIN : 204 voix
 Jean-Roy BAMBRIDGE : 203 »
 Georges BUDAN : 202 »
 Henri LAMBERT : 202 »
 Lewis RICHMOND : 202 »

Liste B - Electeurs inscrits : 99
 Electeurs votants : 26
 Bulletins nuls : néant
 Bulletins blancs : néant
 Suffrages exprimés : 26

Ont obtenu :

MM. Adolphe AGNIERAY : 26 voix
 Walter GRAND : 26 »
 Robert HERVÉ : 26 »
 Henri JACQUIER : 26 »
 Jean-Baptiste LE CAILL : 26 »
 Banque de l'INDOCHINE : 26 »
 C^{ie} Française Maritime : 26 »
 C^{ie} des Messageries Maritimes : 26 »
 Sté TRACQUI et Fils : 26 »
 Charles POROI : 25 »
 Ets Emile A. MARTIN et Fils : 25 »
 Réseau Aérien Interinsulaire : 25 »
 Sté USINE CHIN FOO et C^{ie} : 25 »

En conséquence, le président proclame les 18 personnes dénommées ci-dessus élues membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Polynésie française.

ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 30 jours à compter du 15 janvier 1967, sur une demande formulée par M. Victor Siu, directeur du service Mobil S.A., demeurant à Papeete, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une station distributrice de carburants à Afaahiti Taravao (à l'angle de la route de ceinture et route de Tautira).

Cette installation comprendra :

- 3 pompes distributrices pour essence
- 2 pompes distributrices pour gasoil
- 2 pompes distributrices pour mélange
- 1 pompe distributrice pour pétrole

- 2 cuves souterraines de 9.000 litres pour essence
- 2 cuves souterraines de 9.000 litres pour gasoil
- 1 cuve souterraine de 4.500 litres pour pétrole
- 1 enseigne lumineuse "MOBIL"
- Mesures de sécurité : 4 extincteurs de 9 kgs.

La station aura également un groupe électrogène, de marque "Lister" et d'une puissance de 13 KVA.

Cette installation est classée dans la 1^{re} catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 février 1967 à 17 heures.

M. Van Cam Pierre, conducteur des T.P.E., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 28 décembre 1966.

Pour le gouverneur et par délégation :

Le chef du service des travaux publics
 et des mines,
 A. ELLACOTT.

ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte pendant 15 jours à compter du 15 janvier 1967, sur une demande formulée par M. Topia Yn Sek Chon, demeurant à Papeete, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un atelier de menuiserie à Pamatai (Pté Ura-tua Hennebuisse).

Cette installation comprendra :

- Une scie à ruban de 1/2 CV
- Une scie circulaire de 1 CV
- Une raboteuse de 3 CV

Cette installation est classée dans la 3^e catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 janvier 1967 à 17 heures.

M. Van Cam Pierre, conducteur des T.P.E., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 28 décembre 1966.

Pour le gouverneur et par délégation :

Le chef du service des travaux
 publics et des mines,
 A. ELLACOTT.

ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de

commodo et incommodo " est ouverte, pendant 15 jours à compter du 15 janvier 1967, sur une demande formulée par M. Tsu Tching Pi Yen n° 7315, demeurant à Papeete, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un atelier de menuiserie à Papeete (Avenue du Chef Vairaaatoa).

Cette installation comprendra :

- Une raboteuse électrique de 3 CV
- Une raboteuse électrique de 1/2 CV
- Une perceuse électrique de 1 1/2 CV
- Une perceuse électrique de 3/4 CV
- Une scie électrique de 1/2 CV
- Une scie électrique de 1 CV
- Deux polisseuses de 1 CV.

Cette installation est classée dans la 2^e catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 janvier 1967 à 17 heures.

M. Van Cam Pierre, conducteur des T.P.E., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 28 décembre 1966.

Pour le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service des travaux publics
et des mines,*

A. ELLACOTT.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR CRIMINELLE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE (PAPEETE-TAHITI)

D'un arrêt de la Cour Criminelle de Papeete, rendu le 12 décembre 1966 dans l'affaire :

"Le Ministère public contre TIARE Zekaria dit Tetaria et MARA Enoha dit Vehia", il appert que MM. :

DEANE Arthur, employé municipal, demeurant à Arue,

HINTZE François, commerçant, demeurant à Punaauia,

KLIMA Rudolf, libraire, demeurant à Arue,

LAMBERT Henri, mécanicien, demeurant à Paëa, assesseurs absents à l'appel, ont été condamnés, chacun, à cinq cents (500) francs C.P. d'amende et aux frais.

Pour extrait conforme :

Le greffier
W.DEXTER.

Etude de M^e A. RICHECŒUR, Avocat-Défenseur

Assistance judiciaire
(Décision du 14/2/66.)

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete le 24 juin 1966, enregistré et signifié,

Entre : M. Eugène ROE, boulanger, demeurant à Haapiti, Moorea, *nanti de l'Assistance Judiciaire par décision du 14 février 1966* et ayant domicile élu en l'Etude de M^e A. RICHECŒUR, avocat-défenseur,

d'une part ;

Et : M^{me} Cécile MAIHI, demeurant à Teavaro, Moorea, *nantie de l'Assistance Judiciaire par décision du 16 mars 1966* et ayant domicile élu en l'Etude de M^e R. BAMBRIDGE avocat-défenseur,

d'autre part ;

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux ROE-MAIHI à leurs torts réciproques.

Pour extrait :

A. RICHECŒUR.

Etude de M^e A. RICHECŒUR, Avocat-Défenseur

Assistance judiciaire
(Décision du 17/12/62)

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete le 3 juin 1966, enregistré et signifié,

Entre : M. Joël Terootae Mauri TEMARU, demeurant Arue, *nanti de l'Assistance Judiciaire par décision du 17 décembre 1962* et ayant domicile élu en l'Etude de M^e A. RICHECŒUR, avocat-défenseur,

d'une part ;

Et : M^{me} Madeleine FAATAU, demeurant à Makatea,

d'autre part ;

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux TEMARU-FAATAU aux torts de la femme.

Pour extrait :

A. RICHECŒUR.

PREMIERE INSERTION

Suivant acte sous seing privé en date à Papeete du 30 décembre 1966, enregistré à Papeete le 4 janvier 1967, Vol. 73, F° 53, n° 720, Monsieur LEE KIM LIN c.i. 3928, commerçant à Fare (Huahine), a vendu à Monsieur LY KIM PEANG c.i. 7159, commerçant, le fonds de commerce de négociant qu'il exploite à Fare, île Huahine.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites dans les dix jours de la seconde insertion et seront reçues au siège du fonds vendu où domicile a été élu.

Pour première insertion :

Ly Kim Peang c.i. 7159.

PREMIERE INSERTION

Suivant acte sous seing privé en date à Papeete du 28 décembre 1966, enregistré à Papeete le 28 décembre 1966, Vol. 73, folio 50, n° 676, Madame Sylvie ATCHEUN a vendu à Madame Sin You TCHING FOO, propriétaire du Magasin

SINCERE, son fonds de commerce de négociant, exploité à Papeete, Rue Bonnard, sous l'enseigne commercial "Les Galeries Tahitiennes".

Les oppositions, s'il y lieu, devront être faites dans les dix jours de la seconde insertion et seront reçues au siège du fonds vendu où domicile a été élu.

Pour première insertion :
Sin You TCHING FOO.

Suivant acte S.S.P., en date à Papeete (Tahiti) du 15 juin 1966, enregistré à Papeete le 27 octobre 1966 Vol. 73, F° 10, n° 82, Mademoiselle Marcelle AUMERAN, demeurant à Punaauia, a cédé les parts qu'elle possédait dans la société en nom collectif "PIERRE MONY & Cie", ayant son siège à Papeete, à Monsieur Pierre Jean Louis MONY, actionnaire et gérant de ladite Société.

Deux exemplaires de l'acte de cession de parts ont été déposés au Greffe des Tribunaux de Papeete, le 6 janvier 1967.

Fait à Papeete, le 6 janvier 1967.

Le gérant,
Pierre MONY.

DEUXIEME INSERTION

Suivant acte sous signatures privées en date à Papeete du 7 décembre 1966, enregistré à Papeete, le 8 décembre 1966, volume 73 folio 38, n° 502, aux droits de 500 francs perçus, Madame Andrée OURY DUBOUCH, demeurant à Papeete, prise en qualité d'exécutrice testamentaire de Madame Jeanne Tetuanui Teraipiti SIMON, a cédé à M. ANIHIA Tiunu, demeurant à Faaa :

Un débit de boissons à "emporter", situé à Faaa, P.K. 4, avec tous ses éléments, moyennant le prix de DIX MILLE FRANCS (10.000 F).

La prise de possession a été fixée au 1^{er} janvier 1967.

Les oppositions s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publications prescrites par la loi, au siège du fonds vendu où domicile a été élu à cet effet.

Pour deuxième insertion :
Tiunu ANIHIA.

SOCIÉTÉ POUR LA CONSERVATION DES MATÉRIAUX (SOCOMA)

Société à responsabilité limitée au capital de 400.000 francs CP.
Divisé en 400 parts de 1.000 francs CP. chacune
Siège : Papeete, rue Edouard-Ahne
R.C. : Papeete, n° 159 - B

Les associés de la "SOCIÉTÉ POUR LA CONSERVATION DES MATÉRIAUX", décident collectivement et à l'unanimité :

1° - De transférer à compter du 1^{er} janvier 1967, le siège social à Papeete, rue du Marché (Immeuble LAI WOA).

En conséquence, ils modifient, de la manière suivante, l'article 4 des statuts : "Le siège social est fixé à Papeete, rue du Marché (Immeuble LAI WOA)" le reste sans changement.

2° - Et de conférer tous pouvoirs au porteur de copies des présentes, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

(Enregistré à Papeete le 27 décembre 1966, Vol. 73 F° 51 N° 688).

Fait à Papeete le 20 décembre 1966 en un seul original destiné aux archives de la Société.

Pour copie certifiée conforme :
Le gérant,
G. TAPARE.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

Calendrier pour l'année 1967

Prix en feuille : 10 fr.

Nomenclature douanière

suivie de l'index alphabétique
et des notes explicatives

Prix broché : 400 frs

Statistiques douanières

Année 1965 — Prix : 300 francs

Code de l'aménagement du territoire

(Délibération n° 61-44 du 8 avril 1961) (Réimpression)

Prix : 60 francs.

Réglementation

des marchés administratifs de toute nature passés au nom du territoire de la Polynésie française.

Prix : 100 francs.

Enseignement maritime

Programme des examens de la marine marchande.
(Arrêté n° 1608/ MM du 30 juin 1965)

Prix broché : 60 francs

Budget - Exercice 1966

350 fr. l'exemplaire

Code de la route

Prix broché. — Bilingue : 60 francs

Code des douanes

Prix broché : 50 francs